

Pakistan/Au lendemain de la dispersion ratée d'un sit-in islamiste

La contestation s'étend

AFP
Islamabad/Pakistan

Pour l'heure, l'armée hésite à intervenir.

LA contestation prenait de l'ampleur hier dans différentes villes du Pakistan après la dispersion ratée la veille d'un sit-in islamiste aux portes de la capitale, tandis que l'armée semblait hésiter à intervenir dans la crise.

En fin d'après-midi, des milliers de sympathisants avaient rejoint les rangs des manifestants qui occupent depuis maintenant trois semaines un pont autoroutier aux portes d'Islamabad, ont constaté des journalistes de l'AFP sur place.

Certains armés de bâtons, clamant des slogans, bloquent les rues reliant Islamabad à la ville voisine de Rawalpindi, paralysant la circulation aux dépens de dizaines de milliers de voyageurs contraints de passer des heures dans les transports chaque jour.

La veille, une tentative des forces de l'ordre de les en déloger à l'aide de gaz lacrymogènes avait tourné court, suscitant des commentaires critiques sur une opération jugée mal préparée, qui s'est soldée par la mort d'au moins 7 personnes et quelque 230 blessés et a renforcé la détermination des manifestants.

Ils étaient des milliers à protester en différents points de Karachi et La-



Photo : AFP

Rassemblant plusieurs milliers de personnes, la contestation n'a cessé de prendre de l'ampleur hier dans différentes villes du Pakistan.

hore, ainsi que dans de nombreuses autres villes du pays selon les médias. Des chiffres encore modestes à l'échelle du Pakistan, mais qui n'ont fait que croître depuis l'opération de samedi.

Dans la mégapole portuaire de Karachi, au sud, la police a évacué plusieurs sit-ins tôt hier, mais sept autres se poursuivaient, mobilisant près de 5 000 manifestants, selon les autorités locales. Même situation à Lahore (nord-est), où plus de 3 000 manifestants étaient rassemblés hier en différents points de la ville, selon la police municipale.

Appelée samedi soir en renfort par le gouvernement pour aider les autorités à "maintenir l'ordre sur le territoire d'Islamabad",

la puissante armée pakistanaise ne s'est toujours pas exprimée publiquement, ne laissant rien filtrer de ses intentions. Aucun militaire n'était visible hier sur les lieux de la contestation tandis que les forces de l'ordre demeuraient en retrait, selon un journaliste de l'AFP.

La manifestation est pilotée par un groupe religieux peu connu, Tehreek-i-Labaik Yah Rasool Allah Pakistan (TLYRAP), qui exige la démission du ministre de la Justice, à la suite d'une polémique au sujet d'un amendement, finalement abandonné, qu'il lie à la très controversée loi sur le blasphème, un sujet ultrasensible au Pakistan. Les meneurs cherchent par ailleurs à recruter d'autres

ouailles au nom de "l'honneur du prophète" Mahomet, que le gouvernement bafouerait selon eux en tentant de les déloger.

MOMENT DIFFICILE. Pour les Pakistanais, la confusion autour des événements des derniers jours a été accrue par la décision samedi de l'autorité de régulation de l'audiovisuel de suspendre la diffusion des chaînes d'information en continu, qui a été levée hier en fin d'après-midi. La diffusion a repris immédiatement. L'accès aux réseaux sociaux restait cependant perturbé.

Tous les établissements éducatifs, écoles ou universités de la province du Pendjab, demeureront fermés aujourd'hui et demain "en raison de la situation actuelle", a déclaré Bashir Ahmad Zahid Goraya, le

chef de l'autorité en charge de l'enseignement à Lahore.

Cette crise intervient à un moment difficile pour le pouvoir civil, quelques mois après la chute pour corruption du Premier ministre Nawaz Sharif, et à quelques mois d'élections législatives qui s'annoncent incertaines.

L'actuel gouvernement, mené par un fidèle de M. Sharif, Shahid Khaqan Abbasi, est depuis plusieurs jours sous le feu des critiques pour sa maladresse et sa lenteur dans la gestion de la crise, perçues comme une manifestation de faiblesse à l'égard de mouvements extrémistes en plein essor.

Les manifestants font partie de la secte barelvi, liée au soufisme, un mouvement mystique de l'islam perçu comme modéré. Mais l'exécution l'année dernière de l'un de leurs membres, Mumtaz Qadri, pour l'assassinat du gouverneur libéral du Pendjab Salman Taseer en raison de ses positions sur la loi sur le blasphème, a conduit certains d'entre eux à adopter une ligne dure à ce sujet.

"Ce sont des gens dangereux avec des opinions dangereuses, et (leur présence) depuis plus de deux semaines est pour le moins très troublante. Cela en dit long sur l'influence et l'impunité dont bénéficient les extrémistes religieux au Pakistan", estime l'analyste Michael Kugelman, du Wilson Center à Washington, interrogé par l'AFP.

A travers le monde

• Arabie Saoudite/Jihadistes. **Ryad lance une coalition antiterroriste de pays musulmans**

L'Arabie saoudite a lancé hier une coalition antiterroriste de 40 pays musulmans à dominante sunnite, en promettant une lutte implacable contre les groupes extrémistes jusqu'à leur "disparition de la terre".

• Argentine/Accident. **Le sous-marin San Juan reste introuvable**

Onze jours après sa disparition, le sous-marin militaire argentin San Juan avec ses 44 membres d'équipage restait hier introuvable malgré la mise en œuvre de très importants moyens pour les recherches et gisait sans doute au fond de l'Atlantique à la suite d'une explosion.

• Chine/Explosion. **Deux morts et 2 blessés graves**



Photo : AFP

Une forte explosion dans une grande ville portuaire de l'est de la Chine a entraîné hier l'effondrement de bâtiments et fait au moins deux morts et deux blessés graves, selon les autorités.

• Cuba/Politique. **Coup d'envoi du processus électoral qui mènera au départ de Raul Castro**

Les Cubains étaient appelés à voter hier pour des municipales, première étape d'une série d'élections devant mener à la désignation du successeur du président Raul Castro l'année prochaine.

• Honduras/Présidentielle. **Un scrutin contesté**



Photo : AFP

Quelque six millions de Honduriens ont commencé à voter hier pour élire leur président lors d'un scrutin contesté, l'actuel chef de l'Etat Juan Orlando Hernandez visant la réélection, pourtant interdite par la Constitution, au grand dam de ses adversaires.

• Syrie/Conflit. **19 civils tués près de Damas**

Des bombardements du régime syrien ont tué 19 civils hier dans la Ghouta orientale, une région rebelle près de Damas en proie à une grave crise humanitaire, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Etats-Unis/Politique

Trump réitère son soutien à un candidat républicain accusé d'agression sexuelle

AFP
Washington/Etats-Unis

LE président américain Donald Trump a réitéré son soutien hier au candidat Roy Moore, un républicain accusé d'attouchements sur mineures dans l'Alabama il y a plusieurs décennies et qui brigue un siège au Sénat face au démocrate Doug Jones.

"La dernière chose dont nous avons besoin en Alabama et au Sénat est une marionnette de (Chuck) Schumer et de (Nancy) Pelosi", a twitté M. Trump en référence aux chefs de l'opposition démocrate au Sénat et à la Chambre des représentants.

Sans nommer Roy Moore qui était favori de cette sé-

natoriale partielle du 12 décembre jusqu'à ce que le scandale d'agression sexuelle ne l'atteigne, le président a poursuivi avec une diatribe contre son opposant Doug Jones.

Ce dernier est "FAIBLE sur la Criminalité, FAIBLE sur la Frontière, Mauvais pour notre Armée et nos supers Anciens combattants", a-t-il détaillé en énumérant d'autres thèmes chers à l'électorat républicain - droit au port d'armes, diminution des impôts -, avant de conclure : "Jones serait un désastre !".

Donald Trump avait déjà pris fait et cause pour Roy Moore mardi avant son départ pour la Floride où il passe le long week-end des fêtes de Thanksgiving. Roy Moore "nie totalement. Il dit que cela ne s'est pas passé. Et, vous savez, il faut aussi l'écouter", avait fait



Photo : AFP

Lâché par de nombreux élus de son parti, Roy Moore, candidat au Sénat pour l'Etat de l'Alabama, peut compter sur le soutien sans faille du président Donald Trump.

valoir M. Trump. Après la publication des premières accusations par le Washington Post, le 9 novembre, le candidat Moore âgé de 70 ans, qui fait campagne dans un Etat du sud des Etats-Unis fermement ancré à droite, a

été lâché par les chefs de la majorité républicaine du Congrès ainsi que de nombreux sénateurs de son parti.

Hier, le sénateur républicain du Dakota du Sud, John Thune, a ainsi souhaité dans l'émission Fox

News Sunday que "le président soutienne ce que beaucoup d'entre nous ont dit, à savoir que Roy Moore doit se désister".

Même son de cloche pour le sénateur de Caroline du Sud Lindsey Graham interviewé hier sur CNN dans l'émission State of the Union. "S'il gagne (...) cela devient le sujet quotidien de savoir si l'on croit les femmes ou Roy Moore. En cas de défaite, un siège du Sénat revient" aux démocrates, a regretté cet autre républicain.

Plusieurs femmes ayant côtoyé Roy Moore à partir de la fin des années 1970 dans l'Alabama ont rapporté des faits allant de baisers à des agressions sexuelles et attouchements, pour deux d'entre elles, la plus jeune étant alors âgée de 14 ans.